

Audiovisuel et développement régional : un devoir pour la recherche

Enrique Bustamante

Enrique Bustamante est professeur en Communication audiovisuelle à l'Université Complutense de Madrid. En 1997-98, il a été titulaire de la Chaire Unesco en communication internationale des universités de Grenoble 3 et Lyon 2.

La traduction de cet article a été assurée par Jacques Ibanez-Bueno.

Plan

Introduction

Le régional-global

Leçons de l'expérience de l'UE

Recherche critique au service du régional-local

Références bibliographiques

INTRODUCTION

La prétention de cet article est de présenter avec un point de vue de chercheur les relations entre l'audiovisuel et le développement à deux niveaux opposés que traverse le mot régional : la région comme ensemble de pays réunis dans un processus d'intégration plus ou moins formalisé et la région en tant qu'instance socio-économique et/ou politique, juste au dessous de l'État-nation.

En premier lieu, la région comme ensemble de pays en voie d'intégration plus ou moins avancé et formalisé par des accords internationaux répond à ce qui fut défini comme une « économie globale régionalisée ». C'est une économie globale parce qu'elle fonctionne dans « une unité de temps réelle à échelle planétaire », mais régionalisée au niveau interne, segmentée, compétitive et asymétrique (Castells 1996). Les processus d'intégration régionale (Union Européenne, Traité de libre commerce – TLC –, Mercosur) sont alors une conséquence de cette économie globale et représentent la volonté politique et économique d'un nombre précis de pays voisins pour intégrer ses marchés en renforçant les économies d'échelle, et pour prendre ainsi position en tant qu'ensemble au sein des marchés mondiaux, en profitant des avantages comparés et de son renforcement sur les marchés intérieurs. Il n'est pas rare que cette ligne de conduite suivie par ces « régions » existe au départ pour des raisons uniquement économiques liées à la disparition des barrières douanières et que, quelques années plus tard – comme c'est le cas dans l'Union Européenne depuis Maastricht –, l'union économique exige une couverture en termes d'unité politique et culturelle, bien que plus lente et mise en avant face à l'articulation économique.

Dans un certain sens, nous pouvons concevoir des régions de certains pays séparés géographiquement mais unis par des éléments sociaux et culturels communs, qui se traduisent ou qui pourraient se traduire par des avantages dans certains pôles d'excellence (industries culturelles, secteur audiovisuel) au sein du marché global. Ceci est l'envergure (culturelle et marchande en même temps) qu'on a voulu donner, avec toutes ses ambiguïtés, au concept d'« espace » (culturel, audiovisuel, ibéro-américain, francophone, anglophone), bien que les relations formelles pour cette intégration furent dans bien des cas faibles voire inexistantes. Et il faudrait en plus faire remarquer que ces contradictions signalées dans l'usage de ce concept sont communes et aléatoires comme

celles du concept même de certaines régions au sein de pays précis : géographie variable, objectifs, régulation et accords variables, identités culturelles, avantages comparés à vérifier...

En second lieu, le concept envisagé de région comme instance immédiatement inférieure à l'État ne cesse d'être chargé de polysémie et de confusions que nombre d'auteurs ont signalées. Un mélange d'entités plus ou moins reconnues administrativement, plus ou moins identifiées avec l'État central (comme est signalée la définition ambiguë des nations « sans État », ou son contraire, également subjective et idéologique d'États plurinationaux), plus ou moins unies par l'histoire, la langue, la culture, l'économie, un projet pour le futur... et plus ou moins articulées ou opposées au domaine local. A partir de là apparaissent des difficultés insurmontables pour arriver simplement à une définition univoque de ce qui est régional à une petite échelle.

Nous pourrions ainsi parler, du régional global et du régional-local. Ces deux concepts, il y a seulement quelques années, nous les aurions considérés comme incompatibles et polarisés. Parce que la recherche nous a révélé que la réalité est plus complexe, et que plusieurs faces de cette réalité ne sont pas seulement des tendances constantes de l'évolution de l'économie mondiale, mais aussi deux processus tant antagoniques que compétitifs, et reliés et incrustés dans l'économie, les sociétés et les cultures de notre temps (1). Plusieurs instances, comme nous l'avons signalé, se sont d'autre part rapprochées de manière indissoluble par un seul mouvement : l'érosion à tous les niveaux, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'État-nation.

LE RÉGIONAL-GLOBAL

Au-delà des motivations fondatrices des processus distincts d'intégration régionale, de nombreux éléments séparent ces blocs depuis une perspective économique et encore plus depuis une perspective culturelle. L'Union Européenne se présente comme une intégration de pays développés (bien que cette appellation soit difficile à appliquer à quelques pays parmi les quinze et plus encore à certains pays de l'Est en voie d'incorporation), en tant que seconde puissance de la planète ou tout au moins, un des pôles de ce triangle dominant (avec les USA et le Sud Est Asiatique). Mercosur est une association de nations en voie de développement (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), bien que ses indices de croissance soient importants ces dernières années. De son côté, le TLC-Alena a deux pays qui ont des positions très distinctes dans la division internationale du travail, dans ce qui peut être interprété comme un mécanisme d'accélération directe et extrême du processus de globalisation.

Du Mercosur arrivent des documents et des études qui montrent jusqu'à quel point des chercheurs académiques et des intellectuels voient en cet accord une nouvelle voie pour des objectifs que l'évolution historique rendit impossible dans les années du Nomic. Ces revendications furent rejetées ou combattues ou au mieux ignorées par l'Europe Occidentale, alignées comme on s'en souvient avec les thèses étasuniennes sur le libre échange. Mais au sein de la Communauté-Union Européenne, le discours politique officiel apporte paradoxalement des connotations constantes liées à la protection de la culture et de l'identité européenne face à la domination étasunienne, et pour un rééquilibrage des échanges de communication et de culture. Quant au TLC, il est

.....

1. C'est une des conclusions fondamentales à mon avis de deux notables études sur la globalisation avec deux perspectives très différentes : Armand Mattelart, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris, 1991 et Renato Ortiz, *Mindualização*, Editora brasileira, Sao Paulo, 1994.

évidemment difficile que s'installe en son sein une revendication semblable, mais les accords d'intégration avec le Canada puis avec le Mexique – avec des différents traitements de la culture et de l'audiovisuel – ont provoqué de vifs débats sur la vivacité ou la subordination des cultures nationales et de leurs protections, face à la puissante et voisine industrie culturelle étasunienne. Dans tous les cas, il est difficile de nier que l'hégémonie de la communication globale est plus grande que jamais, par rapport à ce qui fut imaginé dans les années soixante et soixante-dix (2). Mais nous continuons d'être dans des situations différenciées par le degré de domination, et surtout ces processus d'intégration qui ont évolué en fonction des différentes périodes du développement : la « maturité » économique de l'UE contraste ainsi avec la jeunesse du TLC (1991-1993) et avec la plus récente intégration en marche du Mercosur (1995).

Par contre, au-delà des évidentes différences d'origine, il est possible de tirer une première conclusion importante de la littérature consacrée à la communication et à la culture, en relation avec ces trois processus d'intégration, depuis le cercle académique ou le cercle politique. La réflexion et la discussion sur les identités nationales et régionales, les débats sur le protectionnisme et le libre-échange, les alternatives entre unification culturelle et interculturalisme, entre marché et exclusion culturelle, se répètent avec insistance dans les régions déjà citées bien qu'ils le fassent dans des contextes particuliers. En termes beaucoup plus concrets, les oscillations entre pessimisme résigné et volontarisme optimiste qu'on peut rencontrer dans les textes mexicains avant et après l'adhésion au TLC rappellent fortement les positions élaborées en Europe en fonction du rôle de l'Union Européenne (Niebla 1992 ; VV AA 1993). Les appels à l'exception culturelle et au rôle du service public au Canada ces dernières années semblent être des gouttes d'eau par rapport à la polémique européenne sur les négociations avec le GATT et ses conséquences ultérieures (Raboy 1996). Les appels à la mise en place de politiques de communication formulées dans certains textes de chercheurs du Mercosur (Vassallo, Marques de Melo 1997) nous apportent en tant qu'européens des réminiscences qui font référence à des publications passées ou présentes relatives à l'Union Européenne.

Finalement, les processus d'intégration régionale (régional/global) ont eu au moins le mérite initial de revitaliser la recherche en communication au sujet d'un ensemble de concepts et de problématiques centraux qui étaient restés délaissés ou insuffisamment étudiés, concepts initiés en relation avec la même et conflictuelle définition de l'identité culturelle, de son origine, de sa formation et de son évolution et, par les relations complexes avec le couple économie/culture inséparable et incontournable quand la culture et l'audiovisuel atteignent une reconnaissance essentielle, en tant que secteurs moteurs du développement économique.

Ont pu ainsi être révélées que ces préoccupations de base étaient chaque fois plus commune à la recherche au niveau mondial, sans oublier les spécificités nationales et régionales, du fait que la communication et de la culture sont toujours plus façonnées en termes globaux.

Au premier plan, apparaissent dans le TCL, dans le Mercosur et dans l'Union Européenne des réseaux régionaux de chercheurs qui commencent à étudier la réalité de la communication pour un ensemble de pays. Se produit un dépassement positif de la

.....

2. Garcia Canclini dans ses critiques à la théorie de la manipulation « Nous affirmons que son hégémonie actuelle (celle du néo-conservatisme économique et culturel) dans tous les pays de cette aire (...) est plus grande que n'importe quelle autre des projets précédents (oligarchiques, développementistes, populistes) ou alternatifs (populistes, socialistes) ». N. Garcia Canclini, Rafael Roncagliolo, *Cultura transnacional y cultura populares*, IPAL, Lima, 1988.

recherche strictement enfermée dans ses ambitions nationales, bien que dans beaucoup de cas on assiste à des recherches nationales juxtaposées du fait d'un défaut de connaissance à ce niveau, plus qu'à d'authentiques analyses comparatives. A un second niveau, il faut noter l'absence générale, malgré des exceptions limitées (3), de recherches inter-régionales capables de pointer les singularités de chaque région, mais aussi de mettre en relief les processus et les tendances communes que génère la globalisation, et de découvrir le cœur commun au sein de la culture.

L'assise première pour aborder ces problématiques communes et spécifiques, serait de reconnaître le double et contradictoire caractère régional-global, ce qui permettrait de fuir le mouvement alternatif optimisme/pessimisme. Il faut comprendre l'intégration régionale comme un processus d'accélération de la globalisation dans la communication et dans la culture et, simultanément, comme une marque propice à des processus de re-identification culturelle, à des mouvements de re-territorialisation incluant le réarmement et le développement du régional-local, à la création de conditions économiques suffisantes pour la consolidation d'une industrie culturelle propre et à la prise de conscience parallèle des peuples affectés. Présenté d'une autre manière, le régional-global est un terrain de lutte entre la parole globale et l'expression propre. Ce qui en termes politiques pourrait se reproduire parallèlement entre la dégradation de l'espace public par la dynamique globale, la technocratie et la bureaucratisation, ou par sa revitalisation avec l'approfondissement de la démocratie. Cette disjonction fut également vue au sein de la contradictoire relation archaïsme-modernité (4).

La vision mythique de l'intégration régionale, que nous avons contemplée abondamment en Europe, oublie généralement la première dimension. Comme exemple représentatif, les processus de dérèglement télévisuel sont reliés à l'intégration dans des dynamiques exclusivement nationales, en oubliant le marché régional. Mais, est-il possible de délier la crise des télévisions publiques en Europe depuis les années 1980, l'introduction généralisée de la publicité massive, la génération de la concurrence avec les chaînes privées ou la commercialisation des chaînes de service public, de l'élaboration des politiques européennes ? Il est difficile de soutenir une réponse affirmative spécialement quand on examine la politique audiovisuelle européenne depuis 1984, en incluant la jurisprudence européenne en la matière, ou quand on observe l'omission des télévisions européennes dans la plus grande partie des documents communautaires sur la politique européenne. Plus nettement, quand on contemple le Livre Vert sur la concentration et le pluralisme (paru en 1993 et unique sur ce thème capital), on ne considère pas la télévision publique comme un frein à la concentration privée (large tradition européenne) mais de plus on l'intègre dans les barèmes et les statistiques de la concentration commerciale générale.

Il est possible qu'une telle vision de ce processus puisse s'étendre au Canada au sein du TLC, qui pèse sur son exception culturelle. Quant au Mexique, certains chercheurs ont relevé que la privatisation de la télévision publique (Imevision) en 1993 était une conséquence a priori de son intégration dans le TLC (Crovi 1995, 1997), et qu'à celle-ci

.....

3. Une analyse réellement comparative, qui s'efforce de ne noyer ni les particularités nationales ni les tendances communes, est la recherche sur la France et le Canada de Jean-Guy Lacroix, Bernard Miège, Gaëtan Tremblay (Dir.) *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit*, Presses Universitaires du Québec, 1994.

4. C'est la lecture faite par Roberto Amaral et Elisabeth Rondelli du « modèle latino-américain » (dans « Medios de comunicacion de masas y poder en America Latina »), dans lequel prédominerait un modèle autoritaro-archaïque qui commande par rapport à la modernisation : *Telos* n° 47, Septembre de 1996.

s'ajoute une libéralisation de la régulation sur les concentrations et sur la propriété étrangère des industries culturelles mexicaines. Sur cette même tendance, la dérégulation « à la mexicaine » conserve un curieux métissage entre la dérégulation aux États-Unis et le processus suivi en Europe : le retrait de l'État relève du second (dans ce cas : quasi total) et de la première l'introduction de la concurrence (même si elle est réduite), face au commode monopole commercial de Televisa.

Quant aux éléments « positifs » de l'intégration régionale, une analyse schématique de la politique européenne de l'audiovisuel peut être utile comme exercice général pour d'autres régions. En premier lieu, par sa relativement longue trajectoire, mais aussi parce que nous voyons dans les dernières années d'abondantes mystifications de cette manière d'agir : en Europe parce que la recherche « administrative » (dans le sens classique de la théorie critique de la communication) gagne également du terrain ces dernières années, en répétant des milliers de fois les descriptions et les sorties auto-élogieuses des documents officiels de la Commission Européenne. Dans le cas des chercheurs latino-américains, c'est plus compréhensible, puisque face à l'inaction de leurs gouvernements ils ont cru voir dans l'UE un modèle à suivre.

LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE DE L'UE

Ce n'est pas ici le lieu d'une analyse détaillée de la politique de la communication et de l'audiovisuel de la Communauté Européenne, que d'autres auteurs ont accomplie. Il suffit de se souvenir comment l'audiovisuel, pionnier dans l'ascension de la culture au sein du Marché Commun Européen, et qui pourtant n'entre pas officiellement dans l'agenda de la Communauté presque deux décennies après sa création, n'est toujours pas reconnu qu'en tant que « service économique ». Depuis lors, se sont succédées des étapes diverses, avec des combinaisons plus ou moins teintées de déterminisme technologique et économique, mais toujours caractérisées par les insuffisances budgétaires et des résultats douteux. La période qui va de 1992 jusqu'à nos jours, depuis le Livre Blanc de Jacques Delors jusqu'au Livre Vert sur la convergence ou sur les documents sur l'audiovisuel du sommet de Birmingham, marquée par les incantations mythiques à la Société de l'Information et par le chant de la libéralisation et de l'économisme, n'a certainement pas aidé à définir le chemin européen jusqu'à une industrie et une identité culturelle propre.

Les critiques de cette politique avec comme point d'appui la recherche en communication furent nombreuses. Pour ne citer que quelques auteurs, il faut se souvenir de la dénonciation des puissants lobbies et des intérêts souterrains et contradictoires de cette action (Mattelart A. 1995), la politique culturelle « *thin* » qui enferme (Schlesinger 1995, 1997) son incohérence et son inconstance marquée par des visions opposées à l'intégration (Collins 1994), son caractère volontariste au centre du déficit démocratique de l'Union (Wolton 1993), et la manichéenne polarisation utilisée entre ce qui est du ressort du secteur public et ce qui est du ressort du secteur privé... (Burgelman 1996) De plus, la majeure partie des chercheurs remet en cause le plus important : le présumé d'« une » culture européenne préexistante, et la possibilité que cette identité commune puisse se construire par décret.

La recherche ne devrait pas non plus être épargnée par les critiques. En rappelant avec justesse ces appréciations, il faut également remarquer les ambiguïtés qui enferment nombre de ces auteurs quand ils passent au chapitre des propositions positives plus ou moins concrètes. Par exemple, la défense par Dominique Wolton d'une revalorisation des identités collectives nationales (sur le passé, l'identité et la religion de l'État-nation) apporte inévitablement une résonance nationaliste sans issue et sa revendication connue

de la télévision généraliste en tant que principal instrument demeure particulièrement discutable. De son côté, Richard Collins a critiqué systématiquement la politique audiovisuelle de l'UE, avec ses projets contradictoires – interventionnisme *versus* libéralisme, maximalisme *versus* minimalisme, européanisation *versus* Europe des Patries – mais réduit la responsabilité des pays comme le Royaume-Uni, affectés systématiquement à défendre les intérêts étasuniens en Europe et qui coïncident, momentanément, avec ceux de l'industrie nationale. Et Philippe Schlesinger, qui a questionné avec succès l'utilisation de la domination étasunienne en tant que prétexte pour ne pas penser l'identité européenne, arrive à des conclusions confuses en proposant une politique multi-ethnique et multiculturelle, rationnelle et affective, une douteuse et pratique instrumentalisation en tant que politique de communication.

De toute manière, il est difficile de rendre responsable la recherche critique des défaillances de la politique audiovisuelle et culturelle européenne. Parce, si quelque chose caractérise ce jeu, au-delà des documents et des lois (Livre vert, directives...), c'est précisément d'avoir maintenu à la marge la recherche académique. Mis à part quelques exceptions, il faut remarquer que l'UE a montré systématiquement ses préférences pour une « recherche » de marché, réalisée par des consultations ad hoc, prête à ratifier avec de nombreuses données générales ses décisions sur le cinéma et l'audiovisuel. Les rares documents critiques réalisés durant la dernière décennie concernant les nouvelles technologies et la société de l'information (Les *Informe Fast* [VV. AA. 1986] des années 80, ceux du groupe de haut niveau sur la « Société européenne de l'information pour tous » [VV. AA. 1997] de la fin des années 90) ont été évidemment marginalisés. Comme tout pouvoir, la Commission de Bruxelles, au milieu des différentes sensibilités des directions générales et des compétences affichées, a aussi rendu évidentes ses préférences dominantes pour une recherche « administrative ».

Au-delà de cette appréciation importante, qui ne devrait pas se transformer en plainte, si la recherche assume son rôle critique et se détache de l'objectif de l'ingénierie sociale, il reste à signaler des conclusions déterminées et importantes pour la recherche et les tâches à réaliser, à partir de cette base où les politiques régionales de communication et culture – de la manière appréciée dans le contexte européen – affectent pleinement les principales problématiques et perspectives posées à la recherche :

— La lutte contre les idées déterministes (technologiques et économicistes) constitue la base de la recherche en communication, sous toutes ses formes et origines. Ce qui supposerait une critique systématique de ces théories, dans les documents officiels, la recherche académique et jusqu'aux travaux de vulgarisation.

— Le manque de paradigme communication-développement se fait sentir dans les actions politiques, qui mélangent en les dosant des versions primaires de l'impérialisme culturel avec le paradigme « diffusioniste » et modernisateur des années 50, ou ses dérivés de la société postindustrielle et de la société de l'information. Il y a une grande richesse dans les deux dernières décades de la recherche critique – sur la base de l'interaction technologie-société – dans ce champ qui doit être articulé. La recherche spécifique, région par région et pays par pays doit fournir la vérification expérimentale et l'application de ces bases théoriques. Mais également dans ce champ, il existe un terrain conquis et important qui doit justement être récupéré, comme les études sur les médias alternatifs et de communication populaire en Amérique Latine ou comme les méthodologies et expériences nées dans les années 80, autour de ce qu'on désignait par « expérimentation sociale » des nouvelles technologies et nouveaux médias, aujourd'hui malheureusement oubliée.

— Nous devons par rapport à cet axe avancer beaucoup plus et plus concrètement dans

l'énoncé des politiques de communication et de culture ancrées dans la connaissance de la réalité économique, dans le monde du marché. Il faut relever les principes et objectifs de ces réalités incontournables (5), en orientant les études au croisement de l'économie, du langage et de la culture (McAnamy 1997). Ce sont les politiques de communication et de culture pour le développement, dans son acception économique et sociale la plus large.

— Cette ligne permet de clarifier les relations entre industrie nationale et régionale, identité culturelle et espace public démocratique. Chez certains chercheurs européens et latino-américains s'apprécie en effet l'orgueil et la forte défense des grands groupes privés en tant que « champions nationaux » (bientôt transformés en régionaux) de l'identité culturelle. Et certaines théories sur la « souveraineté du consommateur » sont en train de prêter une base fonctionnaliste propice pour ces déviations perverses de la relation économie-culture.

— Approfondir sur le terrain économique des médias signifie aussi reconnaître les différences, les déséquilibres et les dominations internes à chaque région : par exemple par opposition aux petits pays et aux industries culturelles nationales les plus faibles des régions, ou relativement moins développées. Cela implique de contribuer à une politique de communication et de culture différenciée et de discrimination positive pour construire l'unité à travers la diversité.

— Cette observation exige naturellement une distinction importante : la priorité à l'analyse économique ne signifie en aucune manière une vision « économiciste » à court terme. La culture et l'économie sont certainement une même bataille à moyen ou long terme, mais qui utilisent bien souvent des chemins distincts. Autrement dit, la vision économique à court terme, l'unification du marché, conduisent à augmenter les résistances, portent préjudice à l'identité culturelle nationale et commune, et détériorent la base de l'industrie culturelle pour le futur. Ceci peut s'appliquer aux petits pays ou au régional-local mais aussi aux PMI face à la fascination pour les grandes compagnies et leur croissance démesurée.

— Cette perspective implique aussi une attention particulière aux contenus, aux programmes et aux services face à l'obsession habituelle des gouvernements pour les réseaux, les infrastructures et les équipements. En d'autres termes, l'importance actuelle du *hard* ne peut faire oublier l'importance stratégique et économique du *soft* pour aujourd'hui et pour le futur, et son caractère de charnière capitale entre économie-culture et démocratie comme centre du développement intégral (Bustamante 1997).

— Finalement, il est nécessaire de partir d'une base fondamentale : les territoires structurent les réseaux et non l'inverse. Mais aujourd'hui le processus de formation de ces territoires n'est plus le même qu'au début des identités culturelles nationales. Les territoires se montrent multiples, superposés avec des identités culturelles diversifiées qui peuvent coexister – ils coexistent de fait – dans différents cadres. Ce qui signifie que la voie pour former ou consolider les identités régionales ne passe pas par le chemin « nationaliste » proposé un jour par Julien Benda : la construction de « l'âme » régionale comme amortissement des « âmes nationales », avec des résultats variables. Nous ajoutons que les identités nationales surgissent de la domination et de l'amortissement des âmes

.....

5. Il paraît indispensable selon Diego Portales de séparer la vieille pratique qui consiste à définir les politiques de communication à partir de principes généraux, du « devoir savoir » sous-estimant la nature industrielle de la communication. Ce qui signifie que les principes doivent intégrer une connaissance concrète des divers secteurs culturels pour formuler des politiques viables. D. Portales, *La difficulté d'innover*, Ilet Santiago de Chile, 1987.

locales (6). Ce qui signifie que l'identité régionale peut se faire à partir du renforcement des cultures nationales et des cultures régionales-locales, et de l'intensification des échanges mutuels sur un plan horizontal et équilibré.

RECHERCHE CRITIQUE AU SERVICE DU RÉGIONAL-LOCAL

Nous nous arrêterons sur l'ambiguïté de la région prise au niveau inférieur de l'État-nation, indépendamment de la diversité du phénomène. Ses éléments composés, que certains auteurs ont identifié comme le sol (l'espace), la mémoire (le temps), et un projet (représentations), sont déjà suffisamment significatifs de la difficulté pour parvenir à des définitions ou à des typologies qui peuvent être totalisantes et même exclure. Pour le futur, ont été séparés des projets de culture (une représentation symbolique du futur régional), de politique (un projet socio-politique pour l'avenir) et d'économie (un projet de développement) (Musso *et alii* 1995). Ces éléments ont un fort composant subjectif, parce qu'ils appellent au consensus général de la population d'une région et ceci à tous les niveaux de la vie.

Même avec ces duplicités et ces confusions, il n'y a pas de doute que le rôle lié au régional-local évolue à notre époque pour plusieurs raisons : la réaction et la défense face à la globalisation, l'érosion des États-nations, la compétition croissante entre les villes et les territoires, mais aussi l'intérêt d'un marché qui se rend de plus en plus capillaire et mimétique avec les spécificités locales. La région récolte pour toutes ces voies un nouveau rôle en expansion dans les processus d'intégration supranationale, bien que ce rôle dépende dans la pratique de conceptions et de compétences reconnues dans chaque système politique national et supranational.

Dans l'audiovisuel et la télévision, l'intérêt croissant pour le cadre régional et local illustre de manière éloquent cet essor de la région. Mais à la différence de ce qui se passait il y a quelques années, la décentralisation et la régionalisation de la télévision (ainsi que de la presse et de la radio) ne font plus partie du patrimoine public ou d'entités associatives à but non lucratif. Les grandes entreprises et groupes de communication, les grands chaînes de télévision commerciales, et donc la réalité la plus représentative de la globalisation, montrent aussi leur intérêt pour le régional-local en termes de marché et développent des activités stratégiques. Il serait donc difficile et risqué de tomber dans une transformation en mythe du régional en tant que lieu angélique de la communication et de la culture.

La duplicité de la région avant les instances supra-étatiques d'intégration n'est pas le moindre des problèmes auquel est confronté l'audiovisuel régional et la consolidation même du régional-local. Dans l'UE par exemple, la région a été exaltée comme pivot élémentaire de construction de l'identité régionale européenne, mais cette exaltation résonne à certaines occasions comme une stratégie politique destinée notamment à éviter les résistances des États membres à perdre des compétences. En pratique, l'immense majorité des programmes européens en technologies de l'information ou en audiovisuel

.....

6. Dans son « Discurso a la nacion europea », Julian Benda écrivait : « l'Europe si vraiment elle se construit, exigera l'éclosion d'une âme européenne qui dominera – et en partie amortira – les âmes nationales, au même titre que la France a exigé l'apparition d'une âme française qui domine et amortit les âmes bretonnes et provençales, ou l'Allemagne à l'arrivée de l'âme allemande qui domine et amortit les âmes saxonnes et bavaroises. Le renoncement aux douceurs de ce qui est particulier est un héroïsme qu'ont dû accepter tous les groupes d'hommes qui se sont élevés à une certaine unité politique : les habitants d'Europe devraient le pratiquer s'ils veulent faire quelque chose de distinct d'un assemblage artificiel de particularismes toujours prêt à se dégonfler. » *MediasPouvoirs*, n° 12, novembre 1988.

n'ont pas pris en compte le niveau régional ou l'ont rejeté. Presque tous les grands programmes en Recherche et Développement avec budget élevé ont accordé une priorité au rôle des États ou des grands opérateurs, quitte par cette dynamique de « club » ou de « clientèle » à être dénoncés par certains chercheurs (Négrier *et alii* 1994). Le programme STAR, transformé en Arco-télématique a donné des missions aux régions européennes les moins développées. On ne peut que souligner un scénario économique de fond dans lequel, comme le montrent certaines informations économiques récentes, se produit en Europe non seulement une convergence régionale dans les dernières décades, mais aussi une distance plus grande entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres (Cuadrado 1998).

Il est nécessaire de réaffirmer le caractère capital du régional-local pour la construction des processus d'intégration supra-étatique, mais aussi comme instrument clé du développement intégral. Nous devons mettre à part le rôle moteur de deux processus de l'audiovisuel en général et de l'information et la communication, où la région peut jouer un rôle essentiel de coordination et d'impulsion, non en tant que superstructure, mais en tant qu'instrument pour la conscience, la cohésion et l'articulation des efforts de la région dans ce projet du futur. Ce qui est nouveau c'est que la région, dans un secteur économique de pointe, peut définir ses échanges avec d'autres régions, se défendre et être en situation de concurrence face à l'économie et à la culture globales (Bustamante 1997). C'est un rôle qui devient de plus en plus nécessaire au milieu de la dérégulation générale des télécommunications et de l'audiovisuel.

Dans ce sens la télévision « pour les régions », quand elle existe, peut et devrait jouer une fonction essentielle comme « secteur clé dans l'articulation entre culture et industrie » (Garaitonaindía 1995), locomotive d'un ensemble d'industries culturelles d'une région et coordinatrice de la conjonction d'efforts entre le secteur public et le secteur privé, en tout cas comme « voie moyenne entre le nécessaire réalisme économique et l'exigence culturelle démocratique » (Musso 1991). Mais en Europe, ces rôles paraissent avoir été prévus exclusivement pour les télévisions régionales publiques comme celles existant majoritairement en Europe il y a encore peu de temps, et celles qui ont adapté différentes typologies édifiées par plusieurs auteurs en fonction de deux axes : le cadre d'intervention et le degré d'autonomie dans la gestion (télévisions décentralisées, régionalisées, déconcentrées...). Par contre, en Amérique Latine dominent des télévisions privées régionales ou locales. En Europe aussi, le rôle du secteur privé est de plus en plus important. Il est plus opérationnel de penser deux types de télévision régional-local avec les médias « miroir » (propres à la région) et les médias « fenêtre » selon la proposition de Pierre Musso (Musso *et alii* 1995). Ceci implique de penser une nouvelle articulation entre le privé et le public, et entre le national et le local.

A partir de cette importance du régional-local de la télévision régionale, il est nécessaire de connecter aussi ses possibilités avec l'expérience réelle et les risques vérifiés, en tant que méthode pour éviter toute création de mythe a priori du type « *small is beautiful* ». Une tâche indispensable de la recherche critique en communication est une base à l'action politique, parce que la télévision régionale (télévision publique comprise) a montré empiriquement dans de nombreux pays à quel point elle est capable de reprendre les plus grands défauts de la mégatélévision, tournant le dos aux nécessités et urgences de ses régions. Il y a des chaînes ou des entreprises régionales de radio et de télévision qui ont calqué le modèle productif des télévisions publiques en situation de monopole, et celles qui se sont converties en purs instruments de diffusion de contenus globaux trahissant ainsi leur rôle moteur d'industrie audiovisuelle locale. D'autres ont hérité de la structure de dépendance autoritaire vis à vis des gouvernements régionaux,

pervertissant et marginalisant les chaînes locales (les publiques et associatives inclues). Nous savons que celles-ci ont parié clairement pour un modèle généraliste compétitif avec une connexion marginale ou inexistante avec la culture de leur région (7), qui ne peuvent même pas être justifiées par l'usage de la langue.

Tous ces éléments peuvent sans entrer dans le détail être prêchés différemment pour chaque télévision autonome espagnole, modèle pourtant valorisé de nombreuses fois en Europe pour sa haute autonomie d'organisation et de gestion, mais qui présente un ratio bas coûts/rendements économiques et culturels. La *gouvernementalisation* à outrance enlève toute vertu à l'information et à la programmation mais aussi son rôle économique dans la région. Ce modèle coûteux et commercial est applicable aux seules régions riches et peuplées, mais impossible pour les régions pauvres, moins peuplées ou moins développées, pour lesquelles il est nécessaire d'imaginer des modèles très différents basés peut-être sur les télévisions locales, avec une utilisation combinée avec les nouveaux réseaux.

La recherche critique devrait continuer à travailler intensément sur ces thèmes, dans l'analyse critique des télévisions régionales et dans la critique de son rôle et de la recherche de modèles alternatifs. Elle devrait relier cette problématique avec la problématique plus large de l'audiovisuel, réalisant des bilans concrets des facteurs potentiels et des avantages comparatifs de chaque région, travaillant non seulement depuis la perspective communico-culturelle mais aussi depuis la perspective économique, pour démontrer par exemple les « externalités » ou les effets multiplicateurs de l'investissement public dans ce champ. Mais son travail dans l'espace des nouveaux réseaux doit aller nécessairement plus loin, pour montrer des recherches et des bilans capables d'intégrer l'audiovisuel et l'industrie culturelle dans les télécommunications et les nouveaux réseaux et services à valeur ajoutée, comme fondement des politiques holistiques de communication et de communications.

Le texte qu'on vient de lire est une synthèse difficile avec les lignes générales d'un grand programme de recherche qui sépare mais qui intègre le régional-global et le régional-local. Il constitue un formidable défi pour les chercheurs en communication.

.....

7. Comme le réclame Serge Regourd, il est nécessaire de se demander si la télévision régionale obéit à son identité culturelle institutionnelle et si le contenu des programmes porte des signes de cette identité pour savoir si la télévision régionale ou locale correspond à des modèles qualitativement et pas seulement quantitativement différents. Serge Regourd « Europe, télévision, identité culturelle et région » in Pierre Musso (Dir.), *Op. cit.*

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amaral, Roberto y Elisabeth Rondelli, del « modelo latinoamericano ». En « Medios de comunicación de masas y poder en América Latina », *Telos* nº 47, Septiembre de 1996.
- Burgelmann, Jean-Claude, « Issues and assumptions in communication policy and research in Western Europe: a critical analysis », en P. Schlesinger ; R. Silverstone (Eds.), *Handbook of Mediapolicy*, Routhledge, Londres, 1996.
- Bustamante, Enrique, « Información, redes y desarrollo: una relación tan estrecha como arriesgada », *Comunicação & Política*, vol. IV, nº 2, nova serie, Mayo-Agosto de 1997.
- Bustamante, Enrique, « The audiovisual sector and information technologies in Europe », *Media Development*, nº 2, 1997, Londres.
- Canclini, Nestor García ; Roncagliolo, Rafael, *Cultura transnacional y culturas populares*, IPAL, Lima, 1988
- Castells, Manuel, *La era de la información*, vol. 1, *La sociedad red*, Alianza Editorial, Madrid, 1996.
- Collins, Richard, *Broadcasting and audiovisual policy in the European single market*, John Libbey, Londres, 1994.
- Crovi, Delia, « Las industrias audiovisuales de México en el contexto del TLC », Ponencia a Intercom 97, *I Coloquio Nafta/Mercosur*, Santos, Agosto de 1997.
- Crovi, Delia, (Coord.), *Desarrollo de las industrias audiovisuales en México y Canadá*, Proyecto Monarca, UNAM, México, 1995.
- Cuadrado, Juan Ramón, *Convergencia regional en España*, Fundación Argentaria-Visor, Madrid, 1998.
- Drago, Tito, « Iberoamérica en la comunicación global », en Alicia Fraerman (Ed.), *Identidad y nuevos medios. La comunicación en la utopía o realidad de Iberoamérica*, Ed. Comunica, Madrid, 1995.
- Garaitonaindía, M. de Moragas y C. (Eds), *Decentralization in the global era*, John Libbey, Londres, 1995.
- Lacroix, Jean-Guy ; Miège, Bernard ; Tremblay, Gaëtan (Dir.), *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit*, Presses Universitaires du Québec, 1994.
- Mattelart, Armand, « Excepción o especificidad cultural. Los desafíos del GATT », *Telos* nº 42, Julio de 1995.
- Mattelart, Armand, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris, 1991 (traducción en español en Fundesco, 1993).
- Mattos, Sergio (Org.), *A televisao e as políticas regionais de comunicação*, Intercom, Sao Paulo, 1997.
- McAnamy, Emile G., « NAFTA e livre comercio : sinal aberto para a televisao do mercosul », en M.I. Vasallo ; J. Marques de Melo (Orgs.), *op. cit.*
- Musso, Pierre (Dir.), *Régions d'Europe et Télévision*, Miroirs, Lille, 1991.
- Musso, Pierre ; Souët, Philippe ; Levasseur, Lionel, *Presse écrite et télévision dans les régions d'Europe*, Edit. Consejo de Europa, Estrasburgo, 1995.
- Négrier, Emmanuel ; Rallet, Alain ; Rabaté, François, *L'aménagement territorial des technologies de l'information et la télécommunication*, Univ. Montpellier/DATAR, Septiembre de 1994.

Niebla, Gilberto Guevara ; Canclini, Néstor García (Coords.), *La educación y la cultura ante el TLC*, Nueva Imagen, Mexico, 1992.

Portales, Diego, *La dificultad de innovar*, Ilet, Santiago de Chile, 1987.

Raboy, Marc, « Cultural sovereignty, public participation and Democratization on the Public Sphere : the Canadian debate on the New Information Infrastructure », *Communication & Strategies*, n° 21, Primer cuatrimestre, 1996.

Regourd, Serge, « Europe, télévision, identité culturelle et région ». En P. Musso (Dir.), *Régions d'Europe et Télévision*, Miroirs, Lille, 1991.

Ortiz, Renato, *Mundialização e cultura*, Editora brasileira, Sao Paulo, 1994 (traducción española en Alianza Editorial, 1997).

Schlesinger, Philip, « ¿Debemos preocuparnos por Norte américa? La política cultural y audiovisual de la Unión Europea », *Telos* n° 41, Marzo de 1995.

Schlesinger, Philip, « From cultural defence to political culture : media, politics and collective identity in the European Union » *Media Culture & Society*, vol. 19, Londres, 1997.

Vassallo, M.I. ; Marques de Melo, J. (Org.), *Políticas regionais de comunicação*, Intercom/UEL, Londrina, Paraná, 1997

VV. AA., *Cultura, medios de comunicación y libre comercio*, AMIC, Mexico, 1993.

VV. AA., *Informe FAST*, Fundesco, Madrid, 1986.

VV. AA., *Construire la société européenne de l'information pour tous*, Rapport final du groupe d'experts de haut niveau, Comisión Europea, Bruselas, 1997.

Wolton, Dominique, *Naissance de l'Europe démocratique*, Champs/Flammarion, Paris, 1993.